



# Sri Lanka: risque encouru à cause des activités politiques en exil

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Magali Mores

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@fluechtlingshilfe.ch  
www.fluechtlingshilfe.ch

Spendenkonto  
PC 30-1085-7

Berne, le 13 août 2013



## Introduction

Voici les questions que nous avons tirées de la demande à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Les autorités sri-lankaises perçoivent-elles le *World Tamil Coordinating Committee* (WTCC) et le bureau suisse des LTTE comme des extensions des LTTE et comme des organisations menaçantes?
2. Le gouvernement sri-lankais surveille-t-il les activités politiques en exil telles que la participation à des manifestations ou à des réunions de Tamoul-e-s en Suisse ?
3. Les personnes qui ont mené des activités politiques en exil ou qui en sont soupçonnées ont-elles des persécutions à craindre en cas de retour au Sri Lanka ?

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR suit depuis des années l'évolution de la situation au Sri Lanka.<sup>1</sup> Sur la base de renseignements donnés par des experts et de nos propres recherches, nous prenons position comme suit sur les questions posées :

### 1 Les autorités sri-lankaises perçoivent-elles le World Tamil Coordinating Committee (WTCC) et le bureau suisse des LTTE comme des extensions des LTTE et comme des organisations menaçantes?

**Rôle important de la Suisse.** Bien que le mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ait été en grande partie démantelé au Sri Lanka, le réseau international des anciens membres des LTTE n'a pas complètement disparu en Suisse.<sup>2</sup> C'est la conclusion à laquelle en arrive le rapport de situation 2012 du Service de renseignement de la Confédération. Une procédure pénale engagée en 2009 contre des dirigeants des LTTE confirme l'importance de la Suisse comme pays origine des fonds destinés aux LTTE provient de Suisse : le Ministère public instruit une enquête contre une dizaine de Tamoul-e-s en Suisse. Les dirigeants présumés des LTTE sont accusés de délits tels que blanchiment d'argent, appartenance à une organisation criminelle, menace et chantage. L'ancien chef de file des LTTE en Suisse, le chef des finances et son secrétaire figurent notamment

<sup>1</sup> [www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslaender](http://www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslaender).

<sup>2</sup> Service de renseignement de la Confédération, Sécurité intérieure de la Suisse – Rapport 2012 du Service de renseignement de la Confédération, p. 30: [www.vbs.admin.ch/internet/vbs/de/home/documentation/publication/snd\\_publ.parsys.20837.downloadList.33561.DownloadFile.tmp/ndbsicherheitschweiz2012d.pdf](http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/de/home/documentation/publication/snd_publ.parsys.20837.downloadList.33561.DownloadFile.tmp/ndbsicherheitschweiz2012d.pdf).

sur le banc des accusés.<sup>3</sup> D'après le Ministère public, près de 60 millions de francs suisse ont été versés au Sri Lanka entre 1999 et mai 2009.<sup>4</sup>

## 1.1 Perception par les autorités sri-lankaises

Bien que le mouvement des LTTE semble démantelé au Sri Lanka, l'appareil étatique de l'État insulaire tente avec un acharnement paranoïaque d'empêcher un retour en force des Tigres tamouls et la germination du moindre mouvement indépendantiste tamoul.<sup>5</sup> À plusieurs reprises, le Président Mahinda Rajapaksa a accusé la diaspora d'attiser constamment le conflit et d'empêcher une solution pacifique.<sup>6</sup>

**Apparemment, c'est surtout en Europe que les LTTE sont encore actifs et qu'ils représentent une menace.** Les déclarations de plusieurs représentants des autorités sri-lankaises montrent clairement que les organisations de la diaspora sont perçues comme une menace: selon le Ministre des plantations et envoyé spécial du Président pour les droits de l'homme Mahinda Samarasinghe, il reste des éléments très actifs de l'organisation terroriste dans quelques pays occidentaux, déterminés à faire capoter le processus de paix en exerçant des pressions auprès des gouvernements, des médias et des leaders d'opinion de ces pays.<sup>7</sup> L'ambassadeur P.M. Amza, chef de la mission sri-lankaise auprès de l'Union européenne, a affirmé en mai 2013 que certains éléments des LTTE sont encore actifs en Europe principalement.<sup>8</sup> Il les a accusés de « manipuler des affaires » à l'étranger.<sup>9</sup> Selon une autre source citée sur le site internet du Ministère sri-lankais de la Défense, des groupes de la diaspora pro LTTE financeraient et coordonne-

<sup>3</sup> Neue Zürcher Zeitung, Expedition Colombo der Bundesanwaltschaft, le 20 juillet 2012: [www.nzz.ch/aktuell/schweiz/expedition-colombo-der-bundesanwaltschaft-1.17381614](http://www.nzz.ch/aktuell/schweiz/expedition-colombo-der-bundesanwaltschaft-1.17381614).

<sup>4</sup> Une partie de l'argent se composait de dons collectés au sein de la diaspora tamoule, une autre de crédits illégaux. Le bureau suisse des LTTE a procuré des décomptes de salaire falsifiés à des compatriotes établis ici qui ont ainsi obtenu des crédits bancaires, généralement entre 70'000 et 100'000 francs. Or, ce montant ne correspond en rien aux revenus effectifs des Tamoul-e-s. Il a été octroyé, parce que les LTTE payaient les intérêts. Le Ministère public de la Confédération parle de 130 cas. Traduit du Tagesanzeiger, *Wie die Tamil Tigers in der Schweiz zu 60 Millionen Franken kamen*, le 8 septembre 2012: [www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Wie-die-Tamil-Tigers-in-der-Schweiz-zu-60-Millionen-Franken-kamen/story/28377428](http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Wie-die-Tamil-Tigers-in-der-Schweiz-zu-60-Millionen-Franken-kamen/story/28377428).

<sup>5</sup> OSAR, Sri Lanka –Situation actuelle – Mise à jour, le 15 novembre 2012, p. 11: [www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslaender/asia/sri-lanka/sri-lanka-aktuelle-situation-2/at\\_download/file](http://www.fluechtlingshilfe.ch/herkunftslaender/asia/sri-lanka/sri-lanka-aktuelle-situation-2/at_download/file).

<sup>6</sup> United Kingdom: Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), *GJ and Others (post-civil war: returnees) Sri Lanka CG v. Secretary of State for the Home Department*, [2013] UKUT 00319 (IAC), le 3 juillet 2013, p. 20: [www.refworld.org/docid/51da951c4.html](http://www.refworld.org/docid/51da951c4.html).

<sup>7</sup> «Despite these gains within Sri Lanka, remnants of the terrorist organization remain very active in some countries in the Western hemisphere, where their proxies are continuing to lobby host governments, opinion makers in the media and elsewhere, to undermine the peace and reconciliation process that is ongoing». The Permanent Mission of Sri Lanka to the United Nations Office in Geneva, Minister Samarasinghe Delivers Sri Lanka National Statement at the 22nd Session of the Human Rights Council, le 27 février 2013: [www.lankamission.org/content/view/2930/2/](http://www.lankamission.org/content/view/2930/2/).

<sup>8</sup> The Permanent Mission of Sri Lanka to the United Nations Office in Geneva, Intervention by the Ambassador P.M. Amza, Head of Mission to the European Union, at the Screening of «No Fire Zone: The Killing Fields of Sri Lanka» at the Premises of the European Parliament on 14 May 2013, le 16 mai 2013, p. 6: [www.lankamission.org/images/2012images/January%202013/Doc15.pdf](http://www.lankamission.org/images/2012images/January%202013/Doc15.pdf).

<sup>9</sup> «I also witnessed how the LTTE led Diaspora manipulated matters, in this part of the world taking advantage of some of the generous national policies.» The Permanent Mission of Sri Lanka to the United Nations Office in Geneva, Intervention by the Ambassador P.M. Amza on 14 May 2013, le 16 mai 2013, p. 1.

raient une campagne mondiale contre le Sri Lanka.<sup>10</sup> Lors d'une conférence publique donnée en 2012, le Ministre de la Défense sri-lankaise et frère du Président Gotabaya Rajapaksa a déclaré que le mode opératoire des groupes liés aux LTTE reste le même, malgré le démantèlement de l'organisation au Sri Lanka. Selon ses dires, il n'y a aucun doute sur le fait que ces groupements continuent à lutter pour un État séparé et mènent un combat armé au Sri Lanka: la réorganisation des groupements établis à l'étranger représenterait une menace pour le Sri Lanka.<sup>11</sup>

**Les structures du bureau suisse des LTTE sont perçues comme intactes.** Des indices montrent clairement qu'au Sri Lanka, l'avis prédominant est que les structures des LTTE sont encore actives en Suisse. Un article paru dans le *Daily News* du 17 juillet 2013 détaille par exemple les activités des partisan-e-s présumé-e-s des LTTE le 1<sup>er</sup> mai 2013 à Zurich.<sup>12</sup> Un article publié en 2012 sur le site internet du Ministère sri-lankais de la Défense brosse un portrait détaillé d'une jeune militante présumée des LTTE « très en vue dans les milieux tamouls de Suisse », qui a été élue porte-parole adjointe du *Transnational Government of Tamil Eelam* « proche des LTTE ». <sup>13</sup> Le Ministre sri-lankais des Affaires étrangères Gamini Lakshman Peiris a déclaré le 18 juillet 2013 que des organisations terroristes des LTTE sont actives à l'étranger et reçoivent du soutien surtout dans les pays où les communautés de la diaspora sont assez importantes.<sup>14</sup> Pays au nombre desquels figure notamment la Suisse, selon la perception des autorités sri-lankaises: d'après un rapport publié sur le site internet du Ministère sri-lankais de la Défense, notre pays abriterait en effet la sixième plus grande diaspora tamoule au monde et plusieurs organisations liées aux LTTE.<sup>15</sup> Le Ministre sri-lankais de la Défense dénombre en Suisse près de 5'800 élèves scolarisés dans des écoles liées aux LTTE. Or, les écoles tamoules attiseraient selon lui « des sentiments séparatistes et la haine » à l'égard de la population cingalaise auprès de la deuxième et de la troisième génération.<sup>16</sup> Une partie des taxes scolaires irait de surcroît à des groupements liés aux LTTE.<sup>17</sup>

<sup>10</sup> «The well-coordinated global campaign against Sri Lanka is largely funded by the pro-LTTE groups with what is believed to be proceeds of terrorist financing.» Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka, The Modern Day Mercenaries, LTTE – Foreign NGO links revealed, [www.defence.lk/new.asp?fname=The\\_Modern\\_Day\\_Mercenaries\\_LTTE\\_Foreign\\_NGO\\_links\\_revealed\\_20121213\\_07](http://www.defence.lk/new.asp?fname=The_Modern_Day_Mercenaries_LTTE_Foreign_NGO_links_revealed_20121213_07). Accès: le 5 juin 2013.

<sup>11</sup> Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka is Still Under Threat- Warns Secretary Defence, le 11 janvier 2012, [www.defence.lk/new.asp?fname=20120111\\_01](http://www.defence.lk/new.asp?fname=20120111_01). Accès: le 5 juin 2013.

<sup>12</sup> Daily News, LTTE Ghosts Still Active, le 17 juillet 2013, [www.dailynews.lk/?q=local/ltte-ghosts-still-active-abroad](http://www.dailynews.lk/?q=local/ltte-ghosts-still-active-abroad).

<sup>13</sup> Shanika Sriyananda, Trapped in an Illusion, Webseite des Ministry of Defence and Urban Development, le 13 mars 2012: [www.defence.lk/PrintPage.asp?fname=Trapped\\_in\\_an\\_illusion\\_20120311\\_03](http://www.defence.lk/PrintPage.asp?fname=Trapped_in_an_illusion_20120311_03).

<sup>14</sup> Ministry of External Affairs Sri Lanka, Continuing Vigilance Essential with LTTE Front Organizations - Professor G.L. Peiris tells EU Parliamentarians, [www.me.gov.lk/index.php/en/component/content/article/39-ministry-news/4351-continuing-vigilance-essential-with-ltte-front-organizations-professor-gl-peiris-tells-eu-parliamentarians](http://www.me.gov.lk/index.php/en/component/content/article/39-ministry-news/4351-continuing-vigilance-essential-with-ltte-front-organizations-professor-gl-peiris-tells-eu-parliamentarians). Accès: le 6 août 2013.

<sup>15</sup> Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka, Evolution of Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) International Network, Accès: le 26 juillet 2013, p. 2s.: [www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf](http://www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf)

<sup>16</sup> Cet «endoctrinement» dans près de 350 écoles tamoules d'Europe est perçu comme un problème majeur. Pendant la guerre, les écoles doivent avoir servi de terreau à de futurs terroristes et une formation militaire aurait en outre été dispensée à quelques étudiants dans la région du Vanni. D'autres auraient combattu les forces de sécurité sri-lankaises durant la dernière phase de la guerre. Selon les dires du Ministre de la Défense, quelques étudiants seraient revenus dans leurs pays et continueraient à lutter depuis l'étranger pour l'indépendance du Sri

**Plusieurs organisations de la diaspora établies en Suisse sont perçues comme une menace pour le Sri Lanka.** Comme mentionné ci-dessus, les autorités sri-lankaises perçoivent les organisations terroristes des LTTE comme une menace. D'après une collaboratrice de *Human Rights Watch (HRW)*, les autorités sri-lankaises classent le **World Tamil Coordination Committee** en Suisse parmi les organisations terroristes des LTTE.<sup>18</sup> L'information est d'ailleurs confirmée par un rapport publié sur le site internet du Ministère sri-lankais de la Défense. Il faut partir du principe que le **bureau des LTTE** en Suisse est également assimilé aux groupements liés aux LTTE et considéré comme un prolongement des Tigres tamouls.

## 2 Le gouvernement sri-lankais surveille-t-il les activités politiques en exil telles que la participation à des manifestations ou à des réunions de Tamoul-e-s en Suisse ?

**Surveillance documentée et intimidation des personnes critiques à l'égard du gouvernement lors des apparitions publiques à l'étranger.** Une série d'éléments attestent que les autorités sri-lankaises perçoivent comme une menace les activités de protestation contre le gouvernement menées à l'étranger et qu'elles les surveillent. Pendant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui s'est tenu à Genève en 2012, il est apparu que des défenseurs sri-lankais des droits de l'homme ont été surveillés par les autorités sri-lankaises.<sup>19</sup> Les représentants du gouvernement sont allés jusqu'à photographier les militants à l'intérieur du bâtiment où siégeait la commission des droits de l'homme.<sup>20</sup> Les plus haut placés ont également proféré diverses menaces.<sup>21</sup> Un autre incident grave a été documenté en juin 2013: la défenseuse des droits de l'homme Nimalka Fernando aurait été intimidée et importunée par le personnel de l'ambassade de Tokyo au cours d'une manifestation publique. Pendant la lecture de son intervention, elle aurait sans

---

Lanka. Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka is Still Under Threat- Warns Secretary Defence, le 11 janvier 2012. Accès: le 5 juin 2013.

<sup>17</sup> Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka is Still Under Threat- Warns Secretary Defence, le 11 janvier 2012. Accès: le 5 juin 2013.

<sup>18</sup> «According to Sri Lankan Authorities the key LTTE front organizations operating on behalf of the LTTE are [...]. These LTTE front organizations are operating under different names: [...] in Switzerland it is known as the World Tamil Coordinating Committee (WTCC).» Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka, Western Govts Watch While LTTE Front Organizations Swindles Their Citizens, le 9 avril 2012; Ministry of Defence and Urban Development, Sri Lanka, Evolution of Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) International Network, Accès: le 26 juillet 2013, p. 3: [www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf](http://www.defence.lk/news/pdf/LTTE%20International%20Network.pdf); United Kingdom: Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), *GJ and Others (post-civil war: returnees) Sri Lanka CG v. Secretary of State for the Home Department*, [2013] UKUT 00319 (IAC), le 3 juillet 2013, p. 27.

<sup>19</sup> New York Times, Move at U.N. on Carnage, Sri Lanka Sets Off Fury, le 19 mars 2012, [www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html](http://www.nytimes.com/2012/03/20/world/asia/un-panel-seeks-vote-on-carnage-in-sri-lanka.html);

<sup>20</sup> New York Times, Move at U.N. on Carnage, Sri Lanka Sets Off Fury, le 19 mars 2012; Tamils Against Genocide, Activist Intimidation: Surveillance and Intimidation of Tamil Diaspora Activists and their Supporters, le 13 mars 2013, p. 15: [www.tamilsagainstgenocide.org/read.aspx?storyid=93](http://www.tamilsagainstgenocide.org/read.aspx?storyid=93).

<sup>21</sup> OSAR, Sri Lanka – Situation actuelle – Mise à jour, le 15 novembre 2012, p. 14s; Amnesty International, Sri Lanka's Assault on Dissent, le 30 avril 2013, p. 49: [www.amnesty.ca/sites/default/files/srilankareport29april13\\_0.pdf](http://www.amnesty.ca/sites/default/files/srilankareport29april13_0.pdf).

cesse été interrompue par des interpellations et aurait subi par la suite des tracasseries et des persécutions.<sup>22</sup>

**Surveillance active de la diaspora par les ambassades sri-lankaises et les représentants du gouvernement à l'étranger.** Selon un rapport de l'*International Crisis Group (ICG)*, les ambassades et les consulats se sont plus que jamais démenés depuis l'entrée en fonction du Président sri-lankais Mahinda Rajapaksa pour contrer la propagande des LTTE à l'étranger. Leur personnel s'associerait à des groupes de la diaspora cingalaise pour rapporter les activités à l'étranger des sympathisants présumés des LTTE et des organisations qui leur sont favorables. Toujours d'après ce rapport, les informations collectées sont aussi utilisées pour identifier des proches des membres de la diaspora établis au Sri Lanka et pour les importuner.<sup>23</sup> Le Ministre sri-lankais de la Défense Gotabaya Rajapaksa confirme dans une interview que les autorités sri-lankaises ont renforcé les activités militaires des services secrets.<sup>24</sup> Selon des informations de l'*Immigration and Refugee Board of Canada (IRB)*, le Sri Lanka a des agents chargés de surveiller les activités politiques en exil des gens dans les principaux États.<sup>25</sup> L'IRB précise encore que les autorités sri-lankaises collectent aussi des informations sur les ressortissants cingalais séjournant à l'étranger.<sup>26</sup> Une collaboratrice de HRW confirme que la collecte d'informations s'est intensifiée depuis la guerre civile, car d'anciens chefs de file des LTTE coopèrent avec les autorités. Celles-ci disposeraient, au Sri Lanka comme à l'étranger, de bonnes informations sur les dirigeants et les partisans des LTTE.<sup>27</sup> D'après David Rampton, un expert britannique reconnu pour sa connaissance du Sri Lanka, le gouvernement sri-lankais surveille la diaspora tamoule en Europe et dans d'autres pays occidentaux pour empêcher l'éclosion des LTTE ou d'un autre mouvement nationaliste tamoul. Les requérants d'asile déboutés représenteraient ainsi aux yeux du gouvernement sri-lankais un danger potentiel pour la sécurité de la Nation et de la société. Les services de sécurité et les services secrets ont en point de mire les sympathisants du nationalisme tamoul.<sup>28</sup> Les activités de surveillance des autorités sri-lankaises à l'étranger ont été documentées entre autres par une ONG tamoule: en février

<sup>22</sup> Sri Lanka Brief, Human Rights Defender Nimalka Fernando Harassed, Heckled and Threatened by Sri Lankan Embassy Officials in Japan, le 23 juin 2013, [www.srilankabrief.org/2013/06/human-rights-defender-nimalka-fernando.html#more](http://www.srilankabrief.org/2013/06/human-rights-defender-nimalka-fernando.html#more).

<sup>23</sup> International Crisis Group, The Sri Lankan Tamil Diaspora After the LTTE, le 23 février 2010, p. 10: [www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/186%20The%20Sri%20Lankan%20Tamil%20Diaspora%20after%20the%20LTTE.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/sri-lanka/186%20The%20Sri%20Lankan%20Tamil%20Diaspora%20after%20the%20LTTE.pdf).

<sup>24</sup> «Especially on the intelligence side – we have increased military intelligence units.» The Sunday Leader, Gotabaya Rajapaksa – Three Years Later, le 27 mai 2012, [www.thesundayleader.lk/2012/05/27/gotabaya-rajapaksa-three-years-later/](http://www.thesundayleader.lk/2012/05/27/gotabaya-rajapaksa-three-years-later/).

<sup>25</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, Sri Lanka, Treatment of Tamil Returnees to Sri Lanka, Including Failed Refugee Applicants; Information on Specific Asylum Cases, Including the Tamil Asylum-Seeker Boat that Stopped in Togo, the Return of Sri Lankan Asylum Seekers from Australia in 2012, and any Cases of Voluntary Repatriation (August 2011 – January 2013), le 12 février 2013, [www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR\\_RDI/RIR\\_RDI.aspx?id=454397&l=e](http://www.irb-cisr.gc.ca:8080/RIR_RDI/RIR_RDI.aspx?id=454397&l=e).

<sup>26</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, Sri Lanka, Treatment of non-Tamil Supporters of the Liberation Tigers of Eelam (LTTE) by the Government; Whether Religious Minorities are Viewed as LTTE Supporters, Including Muslims and Christians, and their Treatment, le 5 février 2013: [www.ecoi.net/local\\_link/240927/364139\\_de.html](http://www.ecoi.net/local_link/240927/364139_de.html).

<sup>27</sup> Ms. Hogg, HRW researcher in United Kingdom: Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), *GJ and Others (post-civil war: returnees) Sri Lanka CG v. Secretary of State for the Home Department*, [2013] UKUT 00319 (IAC), le 3 juillet 2013, p. 164.

<sup>28</sup> United Kingdom: Upper Tribunal (Immigration and Asylum Chamber), *GJ and Others (post-civil war: returnees) Sri Lanka CG v. Secretary of State for the Home Department*, [2013] UKUT 00319 (IAC), le 3 juillet 2013, p. 20s.

2011, les participant-e-s à une manifestation à Londres ont ainsi été photographié-e-s par le personnel de l'ambassade sri-lankaise.<sup>29</sup>

**Surveillance de la diaspora et des rassemblements de protestation contre le gouvernement aussi en Suisse.** Des signes indiquent que les autorités sri-lankaises surveillent aussi les activités politiques des Tamouls exilés en Suisse. Selon plusieurs sources, les gens qui participent en Suisse à des mouvements de protestation contre le gouvernement tels que des film podiums ou des réunions politiques font l'objet d'une surveillance régulière de la part des représentants de l'ambassade sri-lankaise: le 10 novembre 2011, les participant-e-s à une rediffusion publique du film de *Channel 4* « *Sri Lanka's Killing Fields* » organisée par la *Gesellschaft für bedrohte Völker* ont ainsi été photographié-e-s et filmé-e-s par le personnel de l'ambassade.<sup>30</sup> Selon les dires de l'ancien chef des Tigres tamouls en Suisse, le gouvernement sri-lankais a des agents chargés de photographier les manifestant-e-s en Suisse et de dénoncer les partisans actifs des LTTE aux autorités sri-lankaises.<sup>31</sup>

**Utilisation des photos et des vidéos sur les activités politiques en exil pour extorquer des aveux pendant les auditions.** Des photos et des vidéos de manifestations ont été montrées pendant les auditions à des Tamouls de retour au Sri Lanka. Les personnes concernées ont été contraintes de s'identifier ou d'identifier d'autres personnes.<sup>32</sup> Certains éléments attestent que des photos publiées sur Internet ont aussi été utilisées pendant les auditions.<sup>33</sup>

### **3 Les personnes qui ont mené des activités politiques en exil ou qui en sont soupçonnées ont-elles des persécutions à craindre en cas de retour au Sri Lanka ?**

#### **3.1 Contrôle lors du retour et risque de torture**

**Interrogation sur les activités politiques en exil et risque de torture.** Les personnes de retour au Sri Lanka font partie d'un groupe à risque: leur sécurité peut être menacée.<sup>34</sup> D'après une organisation internationale établie à Colombo, les

<sup>29</sup> Tamils Against Genocide, *Returnees at Risk – Detention and Torture in Sri Lanka*, le 16 septembre 2012, p. 17: [www.tamilsagainstgenocide.org/Data/Docs/TAG-Report-16-Sep-2012-Returnees-at-Risk.pdf](http://www.tamilsagainstgenocide.org/Data/Docs/TAG-Report-16-Sep-2012-Returnees-at-Risk.pdf).

<sup>30</sup> Renseignement donné par courriel par une collaboratrice de la *Gesellschaft für bedrohte Völker* le 4 juin 2013; entretien de l'OSAR avec une personne de contact en Suisse, novembre 2012.

<sup>31</sup> 20minuten, «Wir sind keine Kriminelle Organisation», le 6 novembre 2011, [www.20min.ch/schweiz/news/story/26152665](http://www.20min.ch/schweiz/news/story/26152665).

<sup>32</sup> Freedom from Torture, *Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK*, le 13 septembre 2012, p.11: [www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Freedom%20from%20Torture%20briefing%20-%20Sri%20Lankan%20Tamils%20tortured%20on%20return%20from%20the%20UK\\_0.pdf](http://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Freedom%20from%20Torture%20briefing%20-%20Sri%20Lankan%20Tamils%20tortured%20on%20return%20from%20the%20UK_0.pdf);

<sup>33</sup> Tamils Against Genocide, *Activist Intimidation*, le 13 mars 2013, p. 10.

<sup>34</sup> OSAR, *Sri Lanka, Mise à jour*, le 21 novembre 2012, p. 20.

personnes de retour sont interrogées à l'aéroport de Colombo sur leurs liens avec les LTTE et sur leurs activités à l'étranger.<sup>35</sup> Les autorités sri-lankaises n'hésitent pas à recourir à la torture quand elles enquêtent sur les activités politiques en exil des rapatriés: des rapports de *Human Rights Watch (HRW)*, de *Freedom from Torture (FFT)* et de l'ONG *Tamils Against Genocide (TAG)* en attestent. Dans la plupart des cas de torture documentés, **les personnes de retour ont été interrogées sur leurs propres activités politiques en exil ou celles d'autres personnes.**<sup>36</sup> Les cas cités dans le rapport de *FFT* montrent en outre que toutes les personnes arrêtées ont été régulièrement torturées, parfois même quotidiennement.<sup>37</sup>

### 3.2 Mise en danger des personnes qui ont des activités politiques en exil ou qui sont soupçonnées d'en avoir

**Mise en danger des personnes soupçonnées de poursuivre des activités politiques en exil ou d'entretenir des liens avec les LTTE.** L'*Australian High Commission* en arrive à la conclusion que toute forme de lien avec les LTTE amène les autorités à effectuer d'autres enquêtes à l'aéroport.<sup>38</sup> Apparemment, il importe peu qu'il s'agisse d'un lien avec les LTTE au Sri Lanka ou avec des organisations étrangères proches des LTTE. D'après le HCR, les personnes qui ont entretenu des liens réels ou présumés avec la diaspora sri-lankaise ou qui ont offert leur soutien aux LTTE sous une forme ou une autre sont en danger.<sup>39</sup> Plusieurs sources confirment que le degré d'implication dans les activités politiques ne semble jouer aucun rôle. *FFT* part du principe que n'importe quelle forme de lien réel ou présumé pendant un séjour à l'étranger accroît le risque pour les per-

<sup>35</sup> UKBA – UK Border Agency (Home Office): Bulletin: Treatment of Returns; Sri Lanka, le 20 décembre 2012, p. 41: [www.ukba.homeoffice.gov.uk/sitecontent/documents/policyandlaw/coi/srilanka12/bulletin-december.pdf?view=Binary](http://www.ukba.homeoffice.gov.uk/sitecontent/documents/policyandlaw/coi/srilanka12/bulletin-december.pdf?view=Binary).

<sup>36</sup> Freedom From Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012; Freedom From Torture, Out of the Silence – new Evidence of Ongoing Torture in Sri Lanka, 2011, [www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Sri%20Lanka%20Ongoing%20Torture\\_Freedom%20from%20Torture\\_Final%20Nov\\_07\\_2011.pdf](http://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/documents/Sri%20Lanka%20Ongoing%20Torture_Freedom%20from%20Torture_Final%20Nov_07_2011.pdf); Human Rights Watch (HRW), We Will Teach you a Lesson – Sexual Violence Against Tamils by Sri Lankan Security Forces, Februar 2013, p. 34s: [www.hrw.org/sites/default/files/reports/srilanka0213webwcover\\_0.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/srilanka0213webwcover_0.pdf); HRW, United Kingdom - Document containing cases of Sri Lankan deportees allegedly tortured on return, le 15 septembre 2012, [www.hrw.org/news/2012/09/15/united-kingdom-document-containing-cases-sri-lankan-deportees-allegedly-tortured-ret](http://www.hrw.org/news/2012/09/15/united-kingdom-document-containing-cases-sri-lankan-deportees-allegedly-tortured-ret).

<sup>37</sup> Les victimes ont identifié les auteurs de ces actes comme du personnel de sécurité sans uniforme, des gardiens de prison, des officiers de police ou de l'armée. Freedom from Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from UK, le 13 septembre 2012, p. 6, 11. Les méthodes de torture suivantes ont notamment été appliquées: traces de violence sourde provoquées par des coups avec des tiges en métal, en bois et en plastique et coups de fouets avec des câbles; brûlures à l'aide d'objets métalliques ou de cigarettes; abus sexuels et/ou viols; suspension; noyage ou étouffement dans des sacs plastique remplis d'essence. Freedom from Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from UK, le 13 septembre 2012, p. 6,11; The Guardian, Tamils to be Deported Despite clear Torture Evidence, le 15 septembre 2012, [www.guardian.co.uk/uk/2012/sep/14/tamils-deported-despite-torture-evidence](http://www.guardian.co.uk/uk/2012/sep/14/tamils-deported-despite-torture-evidence); The Sydney Morning Herald, Lure of Good Life Dashed on Nauru's Shores, le 29 septembre 2012, [www.smh.com.au/world/lure-of-good-life-dashed-on-naurus-shores-20120928-26qor.html](http://www.smh.com.au/world/lure-of-good-life-dashed-on-naurus-shores-20120928-26qor.html).

<sup>38</sup> UKBA, Bulletin: Treatment of Returns; Sri Lanka, le 20 décembre 2012, p. 48.

<sup>39</sup> Le HCR signale que les LTTE ont contrôlé et administré une grande partie des provinces septentrionales et orientales pendant le conflit. Par conséquent, toutes les personnes ayant vécu sous le règne des LTTE ont forcément dû être en contact avec eux et leur administration civile dans leur vie quotidienne, du moins au Sri Lanka. UNHCR, Eligibility Guidelines, le 21 décembre 2012, p. 26s.

sonnes de retour.<sup>40</sup> L'organisation TAG confirme également que toute forme d'activité politique visant à soutenir les droits de la minorité tamoule au Sri Lanka ou à l'étranger accroît le risque d'arrestation. Une grande partie de la population tamoule de retour serait par conséquent en danger.<sup>41</sup> Les autorités sri-lankaises arrêtent et torturent les personnes de retour, parce qu'elles les soupçonnent d'être impliquées dans des activités politiques à l'étranger et/ou d'avoir connaissance des activités des LTTE à l'étranger.<sup>42</sup> L'ONG TAG en arrive à la conclusion que les personnes soupçonnées d'avoir protesté contre le gouvernement sri-lankais ou de l'avoir critiqué courent désormais un risque encore plus élevé que les membres réels ou présumés des LTTE.<sup>43</sup> Selon les informations de l'IRB, ce sont surtout les activités politiques d'une personne de retour qui déterminent l'ouverture d'une enquête plus précise à l'aéroport.<sup>44</sup> Mais le HCR précise que la dimension ethnique reste aussi un facteur de risque déterminant.<sup>45</sup> Les cas documentés par les ONG HRW, FFT et TAG semblent le confirmer: ainsi, toutes les personnes de retour à une exception près<sup>46</sup> sont d'origine tamoule.<sup>47</sup> Les témoignages de rapatrié-e-s torturé-e-s et/ou arrêté-e-s prouvent l'intérêt des autorités pour les activités politiques en exil :

« Ils m'ont interrogé sur mes activités auprès des LTTE en France. Ils m'ont demandé les noms des personnes qui soutiennent ce mouvement en France ». <sup>48</sup>

« Ils ont pris mes empreintes digitales et commencé à m'interroger sur mon implication dans le mouvement des LTTE. Ils ont dit qu'ils avaient des informations sur mes activités en Suisse. » <sup>49</sup>

« Ils n'étaient pas en uniforme, mais ils m'ont questionné sur mes activités à l'étranger et sur mes liens avec les LTTE. » <sup>50</sup>

« [La personne] a été accusée de faire partie des LTTE, de retourner au Sri Lanka pour collecter des informations pour les LTTE et de travailler

<sup>40</sup> Freedom From Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p. 2.

<sup>41</sup> Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 14.

<sup>42</sup> Freedom From Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p. 15.

<sup>43</sup> Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 3.

<sup>44</sup> Immigration and Refugee Board of Canada, Sri Lanka, Treatment of Tamil Returnees to Sri Lanka, Including Failed Refugee Applicants; Information on Specific Asylum Cases, Including the Tamil Asylum-Seeker Boat that Stopped in Togo, the Return of Sri Lankan Asylum Seekers from Australia in 2012, and any Cases of Voluntary Repatriation (August 2011 - January 2013), le 12 février 2013.

<sup>45</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Sri Lanka, le 21 décembre 2012, p. 26, 28: [www.refworld.org/pdfid/50d1a08e2.pdf](http://www.refworld.org/pdfid/50d1a08e2.pdf).

<sup>46</sup> La personne a plusieurs origines, mais des ancêtres tamouls. Freedom From Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p. 4.

<sup>47</sup> Freedom From Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p. 15; Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 4; Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>48</sup> 5e cas. Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>49</sup> 12e cas. Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>50</sup> 13e cas. Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

pour les LTTE à Londres contre le gouvernement sri-lankais... On lui a demandé combien de personnes étaient présentes à Londres et pourquoi il/elle était revenu-e. »<sup>51</sup>

« Elle a été accusée d'avoir des liens avec les LTTE à Londres. »<sup>52</sup>

**Collecteurs de dons réels ou présumés et autres appuis.** D'après le HCR, les gens qui collectent des dons et qui font de la propagande pour les LTTE sont en danger. Même le contact avec des groupes de la diaspora sri-lankaise ayant collecté des dons pour les LTTE ou assuré tout autre type de soutien entraîne selon lui une mise en danger.<sup>53</sup> Parmi des cas documentés par *FFT* de rapatriés arrêtés par les autorités sri-lankaises à leur arrivée ou peu après et torturés, il y en a beaucoup qui ont été interrogés sur **des actions de collecte de fonds** des LTTE ou sur une **participation à des tâches de ce genre pour les LTTE**.<sup>54</sup> Les cas documentés par *HRW* vont également dans ce sens :

« Ils m'ont accusé d'avoir participé à des manifestations contre le gouvernement et collecté des dons pour les LTTE. »<sup>55</sup>

« Ils m'ont conduit dans un van jusqu'au bâtiment du CID. En route, les fonctionnaires ont commencé à m'accuser d'avoir travaillé pour les LTTE à Londres. Dans le van, ils m'ont frappé et donné des coups de pied. Les fonctionnaires m'ont enfermé dans une cellule individuelle. Ils ont commencé à m'interroger au sujet des appuis des LTTE à Londres, à me frapper et à me torturer. J'ai été fouetté avec des câbles électriques, suspendu par les pieds et frappé avec des tuyaux en plastique remplis de sable. Ils ont tenté de m'étouffer avec un sac en plastique rempli d'essence. Ils m'ont accusé d'avoir participé à des manifestations contre le gouvernement, d'avoir collecté des dons pour les LTTE. »<sup>56</sup>

**Les rapatriés dont les proches sont soupçonnés d'avoir agi pour le compte des LTTE.** Il ressort des lignes directrices du HCR que les personnes qui ont des liens de famille avec des membres des LTTE peuvent être en danger et ont par conséquent besoin d'une protection internationale.<sup>57</sup> Interrogées sur les facteurs susceptibles d'influencer la manière dont on est traité à l'aéroport en cas de retour, une organisation internationale et une organisation locale de Colombo ont confirmé que les rapatriés dont un proche est soupçonné de faire partie des LTTE doivent s'attendre à subir des interrogatoires plus poussés.<sup>58</sup> L'ONG *FFT* confirme

<sup>51</sup> «Accused of being a member of the LTTE, of coming back to Sri Lanka to collect information for the LTTE and of working for the LTTE in London against the Sri Lankan government ... (S)he was asked how many people there were in London and questioned about why (s)he had returned.» Tamils Against Genocide. Activist Intimidation, le 13 mars 2013, p. 9.

<sup>52</sup> Tamils Against Genocide. Activist Intimidation, le 13 mars 2013, p. 11.

<sup>53</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 21 décembre 2012, p. 27.

<sup>54</sup> Freedom from Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p. 6.

<sup>55</sup> 10e cas. Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>56</sup> 1er cas. Human Right Watch, United Kingdom – Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>57</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 21 décembre 2012, p. 27.

<sup>58</sup> UKBA, Bulletin: Treatment of Returns; Sri Lanka, le 20 décembre 2012, p. 48.

aussi que les gens dont un proche entretient des liens réels ou présumés avec les LTTE risquent d'être arrêtés et torturés par les autorités sri-lankaises.<sup>59</sup> La menace s'étendrait aussi aux personnes dont des proches sont soupçonnés de poursuivre des activités politiques en exil. L'ONG tamoule TAG a rassemblé des documents prouvant que les questions les plus souvent posées en cours d'interrogatoire portaient sur l'implication des proches dans les activités politiques en exil, par exemple lors de manifestations et dans les reportages des médias.<sup>60</sup>

**Les personnes ayant participé à des manifestations à l'étranger.** Il ressort de plusieurs rapports qu'il suffit être soupçonné par les autorités d'avoir participé à une manifestation pour être arrêté et torturé. L'ONG FFT documente des cas de personnes à qui les autorités sri-lankaises ont montré des photos et des vidéos de leur participation à une manifestation à Londres en cours d'interrogatoire. Dans le cadre d'épisodes de torture réitérés visant à leur faire avouer leur participation à certaines activités de soutien aux LTTE, ces gens ont aussi été questionnés spécifiquement sur leur participation à des manifestations et à des protestations à Londres.<sup>61</sup> Sur les 35 cas documentés par l'ONG TAG, douze ont indiqué avoir été interrogés spécifiquement sur les protestations ou manifestations.<sup>62</sup> Des photos et des vidéos de manifestations ont été montrées à quelques-unes de ces personnes.<sup>63</sup> HRW a également documenté les interrogatoires sur la participation à des manifestations :

« Pendant l'interrogatoire, on m'a complètement déshabillé. J'ai subi les pires tortures au cours de ma détention. Ne supportant plus ces sévices, je leur ai dit que j'avais participé à des manifestations contre le gouvernement sri-lankais en mai 2009. J'ai signé des aveux en cingalais, langue que je ne sais pas lire. Les fonctionnaires m'ont apporté des photos de suspects et je les ai identifiés. »<sup>64</sup>

« Ils m'ont retenu prisonnier pendant un mois. Chaque jour, j'ai été interrogé et frappé. Ils m'ont questionné sur mes activités avec les LTTE en France, montré des photos de moi prises en France lors de manifestations contre le gouvernement et accusé de trahir le gouvernement. Ils m'ont demandé les noms des organisateurs de ces mouvements de protestation. »<sup>65</sup>

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka et d'autres pays d'origine des réfugiés sur le site [www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine](http://www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine)

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à une protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel,

<sup>59</sup> Freedom from Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, ppp. 5, 9.

<sup>60</sup> Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 4.

<sup>61</sup> Freedom from Torture, Sri Lankan Tamils Tortured on Return from the UK, le 13 septembre 2012, p.6, 11,14.

<sup>62</sup> Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 4; Tamils Against Genocide, Activist Intimidation, le 13 mars 2013, p. 4.

<sup>63</sup> Voir les réponses à la question 2. Tamils Against Genocide, Returnees at Risk, le 16 septembre 2012, p. 4; Tamils Against Genocide, Activist Intimidation, le 13 mars 2013, p. 4.

<sup>64</sup> 1er cas. Human Right Watch, United Kingdom - Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

<sup>65</sup> 4e cas. Human Right Watch, United Kingdom - Document Containing Cases of Sri Lankan Deportees Allegedly Tortured on Return, le 15 septembre 2012.

l'OSAR est l'association faitière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération, ainsi que par les soutiens bénévoles de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Le bulletin de l'OSAR vous informe au sujet des publications actuelles. Inscription sur [www.fluechtlingshilfe.ch/news/newsletter](http://www.fluechtlingshilfe.ch/news/newsletter)